Document généré le 12 juil. 2025 03:12

Lien social et Politiques

Cosmopolites enracinés et militants transnationaux
Rooted cosmopolitans and transnational activists

Sydney Tarrow

Numéro 75, 2016

LSP/RIAC : un demi-siècle de débats sociaux et politiques

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1036305ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1036305ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Tarrow, S. (2016). Cosmopolites enracinés et militants transnationaux. *Lien social et Politiques*, (75), 202–217. https://doi.org/10.7202/1036305ar

Résumé de l'article

Les cosmopolites enracinés forment aujourd'hui une partie importante des groupes et des individus impliqués dans le militantisme social. S'appuyant sur les changements technologiques, l'intégration économique et les réseaux culturels, ce phénomène trouve son expression la plus frappante dans la mobilisation de jeunes militants à des manifestations organisées hors de leur propre pays, ce qu'on nomme le militantisme transnational. À partir de la définition relationnelle (et non cognitive) du cosmopolitisme, plusieurs figures du « cosmopolitisme enraciné » sont présentées, qui correspondent à autant de formes distinctes de militantisme transnational.

© Lien social et Politiques, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Cosmopolites enracinés et militants transnationaux

Sidney Tarrow

La mondialisation et l'internationalisation sont-elles en voie de convertir de simples citoyens en citoyens postnationaux[1] ? Transformeront-elles en «cosmopolites sans racines» les milliers de militants qui se déplacent de pays en pays ou ceux-ci resteront-ils des citoyens d'États nationaux qui participent à d'occasionnelles manifestations internationales en tant que «touristes transnationaux» ? Je ferai valoir ici une troisième thèse: les principaux acteurs des conflits transnationaux sont en fait des cosmopolites *enracinés,* qui s'éloignent temporairement de leur pays tout en s'appuyant sur ses ressources intérieures pour mener à bien leur action. Ces militants se caractérisent moins par leur cosmopolitisme *cognitif* que par les liens *relationnels* qui les unissent à leur propre société, à d'autres pays et aux institutions internationales (Rosenau *et al.*, à paraître: chap. 1). Ce n'est donc pas une nouvelle vague de conscience internationaliste – qu'aucune enquête d'opinion ne vient d'ailleurs confirmer (Jung, 2004) – ni la mondialisation économique qui ont entraîné cette poussée du cosmopolitisme enraciné, mais bien l'imbrication croissante des réseaux d'une communauté internationale d'une grande complexité.

Le cosmopolitisme n'a certes rien de nouveau, mais sa progression s'est accélérée avec la multiplication des liens transfrontaliers et des capacités de mobilisation des citoyens, à l'intérieur comme l'extérieur de leurs sociétés. Pour le définir, on s'est généralement fondé sur sa dimension cognitive. Mais dans cet article, j'en proposerai plutôt une définition relationnelle, suivant un modèle que j'appliquerai à certains aspects du nouveau militantisme transnational et aux appuis que lui offrent de nouvelles formes de communication, de réseautage mondial et d'institutions internationales. J'illustrerai cette approche à l'aide de données sur le militantisme syndical, «altermondialiste» et immigrant – principalement en Amérique du Nord –, pour expliquer l'essor du militantisme transnational, mais aussi pour mettre en évidence son caractère ambivalent.

S'il y a aujourd'hui débordement d'intérêt pour la mondialisation, c'est bien avant la fin du XXe siècle qu'on a commencé à voyager, à faire l'apprentissage des langues et à tisser des liens transnationaux. Dans son étude du *Marchand de Prato* (1957), Iris Origo fait remonter à la Florence du XVe siècle les réseaux multinationaux d'un Francesco di Marco Datini. Celui-ci avait des liens d'affaires dans toute la Méditerranée, mais il recrutait ses assistants parmi ses parents et

Lien social et Politiques, 58, *Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements.* Automne 2007, pages 87 à 102.

amis, tout en tirant parti de ses relations régionales pour combattre les hausses d'impôt dans son propre fief. L'exemple de Datini n'a rien d'unique. Bien avant que l'Internet et le transport aérien à bas prix n'en facilitent la pratique, le commerce, l'exil, l'immigration et l'intervention humanitaire contribuaient tous à ce que j'appellerai le «cosmopolitisme enraciné» (Tarrow, 2005: ch. 3).

Le militantisme transnational mise toutefois sur des ressources et des possibilités propres à notre ère: rapidité des moyens de communication personnelle et voyages aériens bon marché; meilleur accès à l'éducation supérieure et vaste diffusion du savoir dans cette langue de plus en plus internationale qu'est l'anglais; expertise et techniques de mobilisation rodées à l'exercice d'un militantisme national; et signes manifestes du rôle des instances internationales dans de nombreuses décisions qui touchent la vie des citoyens. Ces nombreux changements ont incité les philosophes, théoriciens sociaux et autres spécialistes à lancer dans les années 1990 un débat sur le cosmopolitisme.

Le débat des philosophes

> **Cosmopolite**, *adj.* 1. Appartenant à toutes les parties du monde, sans restriction à un pays en particulier ou à ses habitants; 2. Possédant les caractéristiques communes ou convenant à une grande variété de pays, indépendamment des frontières ou de l'appartenance nationale (OED, 1999, notre trad.). **Sans racines *(rootless)*,** *adj.* Dénué de racines, privé de ses racines (OED, 1999, notre trad.).
>
> Le terme **cosmopolite sans racines** (*bezrodny kosmopolit*) est un euphémisme utilisé en Union soviétique pendant la campagne antisémite de Joseph Staline de 1948 à 1953, qui a culminé avec la «révélation» du «complot des blouses blanches[2].

L'emploi par Staline et d'autres du mot «cosmopolite» pour dénigrer les Juifs et les étrangers lui avait donné une acception sulfureuse. Mais le philosophe Jeremy Waldron en a renouvelé le sens en 1992 dans «Minority Cultures and the Cosmopolitan Alternative[3]», article où il fait l'éloge des cosmopolites en tant qu'individus refusant de circonscrire leur identité culturelle à quelque sous-ensemble de ressources propres aux diverses cultures mondiales (Waldron, 1992: 108). David Held a louangé les cosmopolites en termes analogues dans *Democracy and the Global Order* (1995). Et dans un ouvrage sur la «citoyenneté postnationale», la sociologue Yasemin Soysal soutient dans le même esprit que des règles universelles émergentes en viendront à régir le statut des immigrants (1994).

En 1996, Martha Nussbaum lançait le débat aux États-Unis avec son essai *Patriotism and Cosmopolitanism*. Comme ses homologues européens, elle y définit le cosmopolitisme d'un point de vue cognitif, préconisant de centrer l'éducation civique sur la notion de citoyenneté mondiale (1996: 11). Peu après, le fondateur des études culturelles Stuart Hall prêtait au cosmopolitisme «la capacité de se détourner d'une vie prescrite et préétablie par une collectivité donnée» (2002: 26, notre trad.), tandis que le sociologue Craig Calhoun le considérait comme un facteur de progression de la démocratie mondiale (2002: 90). L'anthropologue Ulf Hannerz se fonde également sur une définition cognitive quand il écrit:

> [D]isséminés parmi les ressortissants les plus engagés selon des schémas plus ou moins transparents, se trouvent en nombre croissant des gens aux relations et aux expériences plus diversifiées. Certains d'entre eux peuvent souhaiter redéfinir la nation [...], d'autres encore vivent dans cette nation sans en faire partie. Ces derniers sont peut-être les véritables cosmopolites ou peuvent en réalité adhérer plus fortement à un autre type de communauté internationale présumée [...]. Il peut aussi exister des engagements partagés, des ambiguïtés et des résonances conflictuelles. (1996: 90, notre trad.)

Cosmopolitisme cognitif et relationnel

Le débat sur le cosmopolitisme s'est amoindri quand les Européens ont entrepris de colmater les brèches de leurs frontières pour réduire l'immigration clandestine et que les Américains, surtout après le 11 septembre

2001, ont commencé à se méfier de tous les étrangers. Des études empiriques menées en Europe de l'Ouest et aux États-Unis ont d'ailleurs fait état d'un durcissement du patriotisme au sein du grand public, mais aussi parmi les élites. Sous une forme extrême, la montée des partis et mouvements xénophobes observée en Europe de l'Ouest dans les années 1990 relève du même phénomène (Rydgren, 2004). Mais en témoigne aussi la réticence tenace des citoyens américains à se considérer comme appartenant à une communauté plus vaste que leur propre région ou leur propre pays (Jung, 2004).

Le débat s'est affaibli pour cette autre raison: en privilégiant les *attitudes* cosmopolites, il a négligé de situer les cosmopolites eux-mêmes dans leur cadre social et politique. C'est ainsi qu'à la suite de l'article de Waldron de 1992, on a réduit le cosmopolitisme à un concept purement *cognitif*, le détachant du même coup de la place occupée par les individus dans leur société ou parmi la communauté internationale. Dans un reportage du *International Herald Tribune*, Hannerz racontait ainsi que des marchandes nigérianes prenaient l'avion à destination de Londres vêtues d'immenses robes dissimulant du poisson séché, qu'elles revendaient ensuite à leurs compatriotes de Grande-Bretagne. «Au retour, ajoutait-il, elles cachent dans ces mêmes robes des lots de bâtonnets de poisson congelé, de lait en poudre et de vêtements de bébé, tous très demandés à Lagos.» Peut-on parler ici de cosmopolitisme? s'interroge Hannerz, avant de répondre par la négative au prétexte que ces marchandes continuent de *se percevoir localement* (1990: 238; 1996: 102-103, italiques ajoutés). On trouverait difficilement définition cognitive plus caractéristique.

Il ne s'agit pas d'affirmer pas que ces marchandes sont cosmopolites du simple fait qu'elles voyagent ni que le cosmopolitisme est dénué d'éléments cognitifs, mais bien que l'identité cosmopolite, comme tout autre type d'identité, est le produit des relations sociales. Comme l'écrivent James G. March et Johan P. Olson:

> L'interaction et la participation à des activités politiques entraînent l'émergence, le développement et la diffusion de perceptions, d'identités, d'intérêts et d'institutions. Interdépendance, interaction et communication engendrent ainsi des expériences communes qui produisent une vision commune, une convergence d'objectifs et d'actions ainsi que des institutions politiques communes. (1999: 319, notre traduction)

On ne peut donc expliquer la poussée de l'identité cosmopolite à notre époque sans en comprendre les racines relationnelles.

Ce passage d'une conception purement cognitive du cosmopolitisme à une conception relationnelle s'est amorcé en marge du débat des philosophes des années 1990. Un second article de Waldron, dont le texte de 1992 avait lancé le précédent débat, adopte en effet un point de vue plus relationnel. En 1996, il écrit qu'«on ne saurait supposer que la perception de sa propre culture [...] influe à ce point sur sa propre participation à la vie culturelle de sa communauté. Dans chacune de leur communauté, les gens se parlent, tout simplement, se marient, dansent ou pratiquent leur religion. *Ils prennent part à une forme de vie*» (2000: 233-234, notre traduction). Cette nouvelle vision rejoint celle du cosmopolitisme, défendue quelques décennies plus tôt par Robert Merton. Dans un ouvrage devenu classique sur les types de personnalités influentes, Merton fait cette distinction entre citoyens «locaux» et «cosmopolites»:

> La différence des orientations de base [c.-à-d. la cognition] se rattache à plusieurs autres différences: (1) structure des rapports sociaux dans lesquels chaque type évolue; (2) parcours les ayant mené à la position qu'ils occupent dans la structure d'influence; (3) utilisation de leur statut pour exercer une influence interpersonnelle; et (4) comportement en matière de communications. (1957: 394-395, notre traduction)

La disposition au cosmopolitisme se trouve donc façonnée par les liens qui unissent les gens à leurs proches, ce qui nous amène au concept de cosmopolitisme «enraciné».

Le cosmopolitisme enraciné

C'est Mitchell Cohen qui utilisera le premier le terme «cosmopolitisme enraciné» dans son ouvrage *Dissent* (1992). Réagissant à la fois contre «l'abstraction de l'internationalisme prolétarien» marxiste et le particularisme obtus des champions américains de la «différence», Cohen préconise «l'élaboration d'un concept dialectique de cosmopolitisme *enraciné* qui, sous réserve d'un terrain d'entente commun, admet des branches et des racines multiples, repose sur la légitimation de loyau-

tés plurielles et a droit de cité dans de nombreux cercles» (480; 483, notre trad.). Le philosophe Bruce Ackerman renchérit peu après dans un article sur la politique américaine (1994: 535). Quant au Ghanéen Kwame Anthony Appiah, il écrit: «La calomnie préférée des nationalistes étroits consiste à nous accuser, nous autres cosmopolites, d'être sans racines. Or mon père croyait au cosmopolitisme enraciné ou, si l'on veut, au patriotisme cosmopolite» (1996: 22, notre trad.).

L'élément d'«enracinement» du concept de cosmopolitisme enraciné implique qu'en s'éloignant physiquement et cognitivement de leur lieu d'origine, les individus n'en restent pas moins attachés à ce lieu et aux réseaux sociaux qui le traversent, sans perdre accès aux ressources, expériences et possibilités qu'il leur offre. Dans les milieux d'affaires, les organisations et institutions internationales, les «communautés épistémiques» qui relient entre eux les spécialistes du monde entier ainsi que les réseaux transgouvernementaux, on compte de plus en plus de gens prioritairement rattachés à leur pays tout en faisant partie d'une communauté internationale très complexe (Tarrow, 2005: ch. 2). Certains s'y investissent en fonction des pratiques et des régimes institués, d'autres en tirent parti à des fins essentiellement intéressées, mais la plupart des uns et des autres mettent à profit les ressources et possibilités de leur propre pays pour mener leurs activités transnationales et rentrer ensuite au bercail, suivant un schéma commun à la majorité des militants transnationaux.

Les militants transnationaux

Selon ma propre définition, les militants transnationaux rassemblent des *groupes et individus qui mobilisent des ressources et possibilités nationales et internationales pour faire valoir leurs revendications au nom d'acteurs externes, contre des adversaires externes ou en appui à des objectifs qu'ils partagent avec leurs alliés transnationaux.*

La période actuelle se singularise non parce qu'elle éloigne des citoyens de leur société, mais parce qu'elle a engendré une strate d'individus qui, dans leur vie et leur action, utilisent les ressources et les possibilités de cette société au profit de réseaux transnationaux, suivant un phénomène qualifié de «militantisme hors frontières» par Margaret Keck et Kathryn Sikkink (1998). Sans englober d'aucune façon la totalité de leurs membres, cette strate réunit les groupes suivants: immigrants qui participent régulièrement à des activités politiques transnationales (Portes, 2000: 265); militants syndicaux des pays du Sud qui tissent des liens avec leurs homologues étrangers et les ONG (Anner *et al.*, 2006; Waterman, 2001); écologistes gravitant autour des organisations et institutions internationales (Rohrschneider et Dalton, 2002); et membres de réseaux de pression transnationaux reliant les militants d'un pays donné aux institutions internationales (Keck et Sikkink, 1998). Mais notre époque se singularise aussi pour avoir révélé la «face obscure» des liens transnationaux, constituée de cellules de militants clandestins qui s'attaquent à des citoyens et à des institutions au nom de leurs convictions religieuses, de narcotrafiquants ou de commerçants d'êtres humains.

Cette conjoncture appelle trois dernières observations. Premièrement, les militants transnationaux commencent rarement leur carrière à l'échelon international. Comme l'indiquent quantité d'études, ils se mêlent d'abord aux activités sociales et politiques de leur pays, seule une faible partie d'entre eux se transformant à terme en défenseurs ou militants internationaux à temps plein. Deuxièmement, ils sont plus scolarisés et mieux informés que la majorité de leurs compatriotes, maîtrisent un plus grand nombre de langues et voyagent plus souvent. Troisièmement, la plupart renouent très vite avec leurs activités locales, sans doute transformés par leur expérience, mais pas nécessairement. À l'exemple des militants locaux, ils savent tirer parti des ressources et possibilités qui servent leurs buts politiques, mais ils s'en distinguent par leur capacité de circuler entre différents niveaux d'action et d'exploiter les points de plus en plus sensibles d'une communauté

internationale chaque jour plus complexe.

Un phénomène en pleine croissance

Même si les données restent fragmentaires et dispersées, le nombre de militants à visée transnationale semble être en spectaculaire augmentation depuis quelques décennies. On trouve certes quelques chiffres sur le nombre de participants à des manifestations à caractère international, mais il est difficile d'en tirer des conclusions étant donné la nature même de ces événements. Certaines indications témoignent cependant d'une montée en flèche de la participation entre la fin des années 1990 et les premières années de ce siècle. Il existe en revanche de solides données sur les groupes d'intervention organisés sur un mode transnational, qui sont recensés dans l'annuaire de l'Union des associations internationales (UAI). Parmi ce vaste ensemble, les études de Jackie Smith ont dégagé un sous-ensemble de groupes visant à promouvoir différentes formes de changement social et politique. Ces organisations transnationales de mouvements sociaux (OTMS) «se sont rapidement multipliées depuis quelques décennies, passant d'une centaine dans les années 1950 à plus d'un millier aujourd'hui» (Smith et Wiest, 2005).

Cette poussée du militantisme transnational a été très inégale sur le plan géographique, ce qui confirme l'importance des structures internes comme tremplin du militantisme. Smith et Wiest ont établi qu'au tournant de ce siècle, la participation aux OTMS variait énormément entre les pays industrialisés du Nord et les pays en développement du Sud. On comptait des Européens de l'Ouest dans plus de 80 % de ces organisations et des citoyens canadiens et américains dans près de 70 % d'entre elles. Et malgré l'augmentation des participants des pays du Sud observée dans les années 1980 et 1990, cette région du globe reste plus faiblement représentée dans le secteur transnational des mouvements sociaux (Smith et Wiest, 2005: 3). En ce nouveau siècle, l'avantage reste donc très net en faveur des citoyens mieux nantis et informés du Nord, où les ressources sont plus abondantes et où se trouvent les principales institutions internationales.

La plupart des secteurs dans lesquels évoluent ces OTMS ont aussi gagné en importance depuis un demi-siècle, quoiqu'à un rythme variable. Les données de Smith reproduites au tableau 1 en font une excellente synthèse. De 1973 à 2000, le nombre d'OTMS de défense des droits de la personne est passé de 41 à 247, celui des groupes environnementaux de 17 à 126 et celui des groupes pacifistes de 21 à 98, tandis que les groupes militant pour l'autodétermination et l'unité ethnique se sont développés plus lentement (Smith, 2004: 16). En pourcentage, on observe la plus forte augmentation chez les groupes de «développement/autonomisation» (passés en 30 ans de 4 à 10 % de toutes les OTMS) et les groupes «multi-enjeux» (de 7 à 15 % durant la même période). Suivant une tendance connexe, les groupes fondés sur un programme global de «jus-

Tableau 1 ***Dimensions et répartition géographique des Organisations transnationales de mouvements sociaux (OTMS)***

Année	Nombre d'OTMS		Nombre de pays représentés parmi les adhérents	
	Nombre	Taux d'augmentation	Moyenne (dév. suivi)	Médiane
1973	183	—	33,89 (23,17)	28
1983	348	90 %	31,02 (26,03)	23
1993	711	104 %	33,13 (29,55)	23
2000 (établi)	959	35 %	34,39 (32,46)	23
2003 (projeté)	1011	42 %		

Sources : Smith (2004 : 14) et Sikkink et Smith (2002 : 24-44).

tice mondiale/paix/environnement» ont connu une rapide expansion, passant de 4 % du total des OTMS en 1973 à 11 % en 2000 (Smith, 2004: 16).

Initiés et non-initiés

La population croissante des groupes d'intervention et des militants qui les investissent n'a rien d'homogène. Certains militants sont des «acteurs externes agissant selon les normes institutionnelles» qui cherchent à diffuser leurs convictions dans de nombreux pays (Keck et Sikkink, 1998), d'autres militent à l'échelon international au nom de catégories sociales comme les travailleurs, les femmes, les peuples autochtones ou les paysans. Parmi ces deux groupes, certains centrent leur action sur les institutions internationales, d'autres mènent des activités de services dans les sociétés du Sud au nom d'ONG mondiales, et d'autres encore agissent comme médiateurs entre ces deux niveaux. En opérant une coupe transversale de ces formes et trajectoires d'intervention, on découvre deux principaux types de militants: «initiés» classiques gravitant autour des institutions internationales en prenant part à des services et à des actions fortement institutionnalisées; «non-initiés» (dont le nombre semble en hausse) issus des mouvements sociaux qui mettent en cause ces institutions et organisations. Deux exemples serviront à dépeindre plus précisément ces «initiés» et «non-initiés» et à mieux comprendre les liens qui les unissent.

Travailleurs transnationaux

Dans une analyse étoffée de la «mondialisation antihégémonique», Peter Evans souligne que le mouvement syndical n'a «pas été vu comme un candidat prometteur au statut de mouvement social transnational» (2005: 14). Rompant avec le pessimisme habituel à l'endroit du syndicalisme, Evans recense trois domaines où il contribue déjà à la vie politique transnationale: droits fondamentaux, contrats sociaux et gouvernance démocratique (Evans, 2005: 15-21). Certains militants se vouent à temps plein à une action internationale, d'autres continuent de militer sur leur terrain d'origine au nom des travailleurs étrangers et de la solidarité ouvrière mondiale.

L'adhésion de ces syndicalistes au militantisme transnational montre que de simples citoyens peuvent évoluer entre l'espace local et transrégional, de même qu'entre des identités variées (mais pas nécessairement compatibles). Nathan Lillie a repéré un tel groupe en s'intéressant à la campagne de la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIT)[4] sur le thème des «pavillons de complaisance». Ce terme désigne les drapeaux hissés par les navires enregistrés dans des pays comme le Liberia, reconnus pour fermer les yeux sur les conditions de travail des marins. Cette pratique constitue le meilleur moyen de provoquer une «course vers le bas» des conditions d'embauche. Mais «grâce à la coordination des efforts de négociation et à des actions sectorielles, note Lillie, la FIT a freiné cette course vers le bas en obtenant des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail pour une proportion considérable de la main-d'œuvre maritime». (2003: 1, notre trad.).

La FIT applique à ses campagnes diverses stratégies, dont la plus intéressante reposait ici sur un réseau d'«inspecteurs des syndicats locaux qui ont "transnationalisé" la campagne sur les pavillons de complaisance [...] en intégrant directement les travailleurs portuaires et les représentants des syndicats locaux à une stratégie visant à imposer aux navires sous pavillon de complaisance une échelle de salaire minimum mondialement uniformisée». Ce réseau procure à la FIT la capacité d'organisation nécessaire pour résoudre les difficultés d'application de ce salaire standardisé, tout en lui fournissant des ressources intraportuaires dont dépendent désormais bon nombre de ses affiliés (2003: 115). Les inspecteurs de la FIT travaillent ainsi dans le secteur le plus institutionnalisé des mouvements sociaux, à savoir le mouvement syndical, mais ils n'en contribuent pas moins au militantisme transnational.

Altermondialistes locaux

Peut-on trouver plus éloigné de l'esprit et des tactiques des persévérants inspecteurs de la FIT que

la nouvelle génération de manifestants pour la justice mondiale, dont les rangs n'ont cessé de croître depuis la «bataille de Seattle» de 1999? Mais ici encore, la coordination transnationale se conjugue avec la mobilisation de militants transnationaux aux racines locales bien ancrées. Même si l'on a claironné que Seattle marquait un temps fort du combat opposant le «Sud» au «Nord», la plupart des manifestants provenaient en fait du nord-ouest américain et canadien, et la plus grande proportion d'entre eux se composait de syndicalistes soucieux de préserver leurs emplois (Lichbach, 2003). En étudiant la coalition qui a planifié le rassemblement de Seattle, Gillian Murphy et Margaret Levi ont aussi découvert que la base organique des participants était formée de militants ayant collaboré à l'organisation de manifestations tenues aux États-Unis sur des thèmes nationaux (Levi et Murphy, 2004).

Des données sur l'Europe de l'Ouest réunies par Donatella della Porta et ses collaborateurs révèlent le même enracinement national chez des interviewés lors de la manifestation contre le G7 organisée à Genève en 2001, du Forum social européen de 2002 et du rassemblement du 15 février 2003 contre la guerre en Irak. En synthétisant ces données, Della Porta et Mario Diani (2004) ont pu établir le solide ancrage de bon nombre de ces manifestants dans les secteurs traditionnels du militantisme italien. C'est ainsi que 19 à 40 % d'entre eux appartenaient au monde syndical, qu'environ le tiers adhéraient à un parti politique, que 18 à 31 % menaient une action religieuse, que 30 à 41 % venaient du secteur bénévole et que 40 à 52 % étaient issus du militantisme étudiant[5]. Autrement dit, ces militants transnationaux provenaient en grande partie du milieu traditionnel des associations et mouvements politiques nationaux.

Pour autant, ces syndicalistes et militants pour la justice mondiale ne sont pas forcément des touristes transnationaux en excursion internationale ni des citoyens du monde dénués de racines. Tous pratiquent diverses formes de militantisme intérieur auxquelles ils reviendront sans doute, qu'ils adhèrent à des coalitions et organisations transnationales, endossent une «identité mondiale» sur des tribunes externes ou fassent de cette identité un élément permanent de leur personnalité (Della Porta, 2004). Mais quoi qu'il en soit, nous assistons à l'expansion d'un vaste ensemble de militants tournés aussi bien vers l'intérieur que l'extérieur et combinant un militantisme à la fois national et transnational.

Communautés immigrantes transnationales

Comment notre monde plus internationalisé que jamais a-t-il modifié la forme la plus courante du militantisme transnational: celui des immigrants? Comme l'ensemble des militants transnationaux, les militants immigrants vivent dans deux mondes: leur pays d'adoption et leur pays d'origine. Il en a toujours été ainsi, et nous disposons d'un siècle de données pour décrire ce phénomène véritablement planétaire. Mais entre le traditionnel envoi de fonds au pays d'origine, la participation au processus électoral et le nationalisme de la diaspora, on observe aussi un spectaculaire essor du transnationalisme immigrant. Et l'on décèle toutes les ambivalences et contradictions du militantisme transnational en étudiant le rapport entre ce nationalisme de la diaspora et les formes plus courantes de l'action politique des immigrants.

Retour historique

Empruntant en 1906 un vocabulaire qui ressemble étonnamment à celui des partisans actuels d'une citoyenneté postnationale, Gino Speranza, haut fonctionnaire italien chargé de la protection de ses compatriotes ayant émigré à l'étranger, écrivait: «Partout tombent les vieilles barrières. Nous pourrions même envisager d'accorder aux "colonies" étrangères de nos collectivités, celles qui vivent sur notre propre sol, le droit de participer à la vie parlementaire de leur mère patrie[6]» ([1906] 1974: 310, notre trad.).

Cet espoir de Speranza de voir reconnues les «colonies» étrangères en Amérique a été anéanti par la Première Guerre mondiale et les restrictions subséquentes aux lois sur l'immigration, mais il nous rappelle que le transnationalisme immigrant n'a rien d'un phénomène nouveau. À l'exemple des défenseurs actuels des immigrants mexicains, il voulait que la «colonie» italo-américaine des États-Unis soit représentée au parlement italien. Il y avait alors une circulation permanente entre les ports d'Italie, New York et Buenos Aires – tout comme aujourd'hui entre plusieurs villes américaines et les

Caraïbes –, et les envois de fonds servaient à enrichir de nombreuses familles et collectivités de l'Italie du Sud. Rien de très neuf, donc, sous le soleil du transnationalisme immigrant.

Mais une variété de facteurs ont contribué à la multiplication et au resserrement des liens entre les immigrants d'aujourd'hui et leur pays natal. En premier lieu, le changement historique du système d'État intervenu entre le début de la Première Guerre mondiale et le milieu des années 1920. Alors que la majorité des immigrants d'avant 1918 provenaient d'États assujettis aux grands empires européens – Habsbourg, Prusse ou Romanov –, presque tous pouvaient au moins se réclamer d'un État-nation au lendemain de la guerre, puis du traité de Versailles. Dès lors, la migration changera radicalement de couleur. La Société des Nations s'était politiquement affaiblie en tant qu'institution, mais son nom traduisait plutôt bien cette nouvelle réalité. Depuis leur pays d'adoption, les immigrants se percevraient dorénavant en relation avec les États qui incarnaient leur origine nationale et non plus avec les empires dont ils avaient été les sujets[7].

Le monde issu de la Seconde Guerre mondiale s'est par la suite enrichi d'une série de nouveaux États-nations, venus s'ajouter à ceux qu'on avait créés après 1918, et a liquidé les moindres vestiges du monde impérial ayant survécu au conflit. Les Nations unies ont joué un rôle décisif dans ce processus de création et de légitimation des États. Aux citoyens du Sud dont les frontières nationales se réduisaient souvent à un tracé cartographique établi par un impérialisme indifférent aux tribus, groupes ethniques ou nations, l'accréditation de l'ONU a procuré une identité nationale véritable et non purement imposée.

On a partout affirmé que les changements technologiques, le transport aérien à bas prix et la simplification des communications électroniques avaient créé un nouveau village planétaire, mais il ne s'agit là que des manifestations superficielles de nouvelles formes d'intégration économique et politique. Des formes inédites qui englobent les réseaux de production segmentés, l'investissement des diasporas dans les entreprises de leurs pays d'origine, l'internationalisation de la consommation de masse sinon des niveaux réels de consommation (Sklair, 2001) et, bien entendu, les vastes mouvements migratoires. Si le nombre de migrants n'atteint pas aujourd'hui celui des migrations massives de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, les liens entre pays natal et pays d'adoption sont vraisemblablement plus étroits, notamment grâce à la double nationalité et au droit de voter dans son pays d'origine accordés par de nombreux États (Foner, 2001; Graham, 2001). Alors que les immigrants italiens de Speranza retournaient rarement à Naples ou à Catane – et souvent pour s'y réinstaller –, leurs successeurs de Saint-Domingue ou de Mumbay peuvent sauter dans un avion pour voir sur place à leurs intérêts commerciaux ou décrocher le téléphone pour veiller à l'éducation de leurs enfants (Foner, 2001: 42-43).

David Kyle (1999) a décrit les effets de ces changements structurels sur le secteur traditionnel de la confection vestimentaire dans les Andes septentrionales de l'Équateur. Depuis l'occupation espagnole, la région d'Otavalo s'était spécialisée dans la production et la commercialisation de vêtements. Mais l'essor du commerce international, jumelé à une main-d'œuvre moins coûteuse et plus mobile, a transformé cette activité. Comme l'explique Alejandro Portes en résumant la thèse de Kyle:

> Depuis environ un quart de siècle, les habitants d'Otavalo voyagent à l'étranger pour commercialiser leurs vêtements multicolores dans les grandes villes d'Europe et d'Amérique du Nord. Ce faisant, ils ont aussi rapporté chez eux quantité de nouveautés provenant des pays avancés, y compris des nouveaux arrivants. (Portes, 2000: 260, notre trad.)

Il n'est pas rare de croiser dans les rues d'Otavalo les épouses européennes de commerçants transnationaux, attirées par ces tenues indigènes traditionnelles (Portes, 2000: 260, notre trad.).

Ces voyageurs transnationaux s'apparentent en quelque sorte à des «pigeons reproducteurs», puisque même en restant dans un même lieu, ils favorisent la multiplication des ressources et des possibilités qu'ils repèrent à l'une ou l'autre extrémité des chaînes migratoires. Mais je qualifierais plutôt d'«oiseaux de passage» ces autres voyageurs qui, vivant parmi leur diaspora, servent de couverture ou de munitions à des expéditions étrangères. Les deux groupes se composent de cosmopolites «enracinés», au sens où leur action dépend des liens qu'ils entretiennent à la fois avec leurs pays d'origine et leurs diasporas. Mais si l'action des «pigeons reproducteurs» vise le mieux-être de leurs communautés d'origine, celle des «oiseaux de passage» mise sur les ressources des sociétés réceptrices pour renverser les gouvernements de leur pays natal ou s'attaquer à des abstractions comme le «sécularisme occidental», et parfois à des cibles bien concrètes comme les tours du World Trade Center.

Pigeons reproducteurs

Les systèmes d'échange transnationaux fournissent aux pigeons reproducteurs des ressources et des moyens qui les incitent à s'engager politiquement au profit de leur pays natal. À Los Angeles, par exemple, Alejandro Portes et ses collaborateurs ont interviewé le président du comité civique d'une petite ville salvadorienne, un certain Gonzalez. Quand ils lui ont demandé s'il envisageait de rester à Los Angeles malgré la discrimination et la présence d'un courant nativiste, celui-ci leur a fait cette réponse :

> Je vis en réalité au Salvador et non à Los Angeles. Lors des fiestas que nous organisons régulièrement pour réunir des fonds destinés à La Esperanza, je suis vu comme un leader et traité avec respect. Quand je retourne au Salvador pour inspecter les travaux financés par nos contributions, on me donne autant d'importance que le maire de la ville. (Portes, 1999 : 466, notre trad.)

Dans quelle mesure ce schéma du militantisme transnational est-il répandu parmi les communautés immigrantes, et quelles en sont les répercussions politiques ? L'essentiel des données sur la question étant d'ordre ethnographique, il est difficile d'en tirer des conclusions générales. Mais il existe au moins une source d'information systématique, soit une étude comparative sur les causes et les effets de l'émergence observée dans les années 1990 de collectivités transnationales parmi les immigrants colombiens, dominicains et salvadoriens des États-Unis[8]. À l'examen des «activités à la fois électorales et non électorales visant à influer sur la situation du pays d'origine [...] de façon régulière», Luis Guarnizo et ses collaborateurs rapportent dans cette étude que moins d'un sixième des immigrants des trois groupes étudiés forment un «noyau dur» de militants transnationaux, un autre sixième s'engageant occasionnellement dans des activités du genre (Guarnizo *et al.*, 2003 : 1225).

Ces chiffres sont-ils significatifs ou négligeables ? Par rapport aux énormes populations immigrantes de New York, de Los Angeles, de Londres ou de Toronto, ils peuvent sembler dérisoires. Mais étant donné le recul de l'engagement civique observé dans ces villes, ils sont franchement impressionnants. Aux États-Unis surtout, où la participation électorale est en baisse constante et les citoyens de plus en plus désengagés, il est particulièrement significatif qu'un sixième de Colombiens, de Dominicains et de Salvadoriens démunis prend part à des activités politiques liées à leur pays d'origine, et qu'un autre sixième se joint à eux à l'occasion.

Qui sont ces militants ? Les conclusions des auteurs permettent à la fois d'établir la stabilité du transnationalisme immigrant et d'en délimiter les contours :

- Premièrement, la situation du pays d'origine a d'étroites corrélations avec le militantisme transnational selon des ressorts très prévisibles. Originaires d'un pays instable et violent, les immigrants colombiens sont ainsi moins susceptibles de prendre part à la vie politique de leur pays natal que les Salvadoriens et les Dominicains, issus d'États plus stables (Guarnizo *et al.*, 2003 : 1232).
- Deuxièmement, le transnationalisme politique varie considérablement selon l'étendue des réseaux personnels et l'espoir qu'on entretient de retrouver un jour la mère patrie (Guarnizo *et al.*, 2003 : 1232).
- Enfin, notent les auteurs, «le noyau dur des transnationaux se compose en grand majorité d'hommes mariés ayant fait des études secondaires ou supérieures et vivant aux États-Unis depuis plus longtemps» (Guarnizo *et al.*, 2003 : 1238).

En tentant une généralisation à partir de ces données, on note que les immigrants moins scolarisés, plus isolés ou plus récemment arrivés sont peu susceptibles de se transformer en «pigeons reproducteurs», contrairement aux immigrants bien ancrés dans leur société d'accueil. Le cas échéant, la nature et les possibilités du militantisme transnational sont déterminées non seulement par la conjoncture politique du pays d'origine, mais aussi par les occasions et incitations offertes par le pays d'adoption (Waldinger et Fitzgerald, 2004).

À New York, par exemple, la vie politique fragmentée et structurée par ethnies offre aux Dominicains beaucoup plus de possibilités et leur impose moins de contraintes que ne le fait, pour les Mexicains, le système plus intégré d'une ville comme Los Angeles[9]. Aux Pays-Bas, les mesures adoptées à l'intention des militants turcs désireux de créer des associations contrastent vivement avec la réticence institutionnelle des autorités françaises à reconnaître la légitimité du multiculturalisme. Une fois «enraciné» dans un contexte politique nouveau et différencié, le militantisme immigrant est ainsi déterminé, au pays comme à l'étranger, par les structures internes et la culture politique propres à ce contexte.

Les échanges entre les immigrants et leur pays d'origine restent souvent traditionnels et consistent surtout en envois de fonds visant à financer des projets de travaux publics. Mais on voit de plus en plus d'immigrants soutenir des candidats à des fonctions politiques dans leur pays natal, faire pression sur les gouvernements locaux pour qu'ils attribuent des ressources à leurs communautés et participer à des actions politiques plus collectives. C'est le cas d'organismes communautaires mexicains basés aux États-Unis, qui commencent à se regrouper au niveau de l'État mexicain (R. Smith, 2003). Cette initiative a engendré de puissants groupes de pression régionaux, qui tirent parti des ressources des immigrants du nord de la frontière pour traiter avec les autorités des différents États du Mexique au nom de leurs villes d'origine.

Certains militants transnationaux s'engagent aussi sur un terrain plus conflictuel. Quand les chefs mixtecs ont été appréhendés à Oaxaca, la station *Radio Bilingue* de Fresno, en Californie, a mis en garde le gouvernement mexicain: «S'il arrive quelque chose à Oaxaca, a déclaré un organisateur, nous dépêcherons des manifestants devant les consulats de Fresno, Los Angeles et Madera.» (Portes, 1999: 474). Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), des groupes de solidarité texans et californiens aident les ouvriers d'usine mexicains à combattre l'exploitation, améliorer les soins de santé et syndiquer les usines de la zone des *maquilladoras* (Williams, 2003: 532-536). Et en Europe de l'Ouest, on dénombre de plus en plus d'associations immigrantes qui puisent aux ressources de leur pays d'accueil pour intervenir dans la vie politique de leurs pays d'origine[10].

Mais un écart sépare les «transnationaux structurels» – le tiers qui maintient des contacts politiques réguliers avec son pays d'origine – et le reste de la population immigrante, qui n'y participe qu'occasionnellement. Les transnationaux structurels tendent à mener des actions suivies ou ciblées dont la plupart visent l'amélioration des conditions de vie de leurs compatriotes restés au pays, l'engagement des transnationaux «occasionnels» étant nettement moins constant.

Pourquoi cette différence? Selon Guarnizo et ses collaborateurs, elle pourrait s'expliquer par une sensibilité variable aux conditions contextuelles: «Tandis que les transnationaux structurels restent engagés dans la vie politique de leur pays natal par le biais d'activités électorales ou sociales, d'autres se mobilisent uniquement lors d'événements conjoncturels comme des élections contestées ou des désastres naturels» (2003: 1238, notre trad.). D'autres circonstances raviveront le nationalisme de la diaspora parmi des groupes aussi variés que les islamistes radicaux, les nationalistes croates ou les indépendantistes tamouls. Ce qui met en évidence l'ambiguïté fonda-

mentale du transnationalisme immigrant, partagé entre les objectifs de mieux-être des «pigeons reproducteurs» et l'action potentiellement destructrice de ce que nous appellerons les «oiseaux de passage».

Les oiseaux de passage

Dans ses travaux des années 1990, Benedict Anderson s'était inquiété du «nationalisme à distance» (1998), terme qu'il appliquait aux nationalistes immigrants qui mobilisent les ressources de leur diaspora pour ébranler les gouvernements de leurs pays d'origine. Il faisait remarquer que ces militants – les Croates du Canada, par exemple, ou les Irlandais de Boston et les Kurdes d'Allemagne – pouvaient facilement, à peu de frais et sans grands risques pour eux-mêmes, soutenir et fomenter la violence dans leur pays natal. Anderson ne pouvait prédire l'horreur qu'infligeraient au monde les oiseaux de passage qui ont transformé le 11 septembre 2001 deux avions de ligne en bombes volantes, mais le phénomène du militantisme religieux à distance s'apparente de très près à celui du nationalisme à distance.

Des indications systématiques tendent à confirmer les craintes d'Anderson. En rassemblant des données quantitatives sur les possibles causes des guerres civiles qui déchirent depuis quelques décennies des pays du monde entier, Paul Collier et Anke Hoeffler n'ont pu établir de corrélation avec la proportion de leurs populations vivant à l'étranger – partiellement mesurée à partir des communautés immigrantes américaines –, mais ils ont découvert une très forte correspondance entre l'ampleur des diasporas vivant aux États-Unis et les «conflits récurrents» qui sévissent dans les pays d'origine des immigrants (2004: 2). Évidemment, le caractère funeste du nationalisme de la diaspora n'est pas fonction de son étendue géographique ou du nombre d'immigrants vivant à l'étranger. À l'exemple du terrorisme, avec lequel on le confond souvent, cette forme de nationalisme constitue plutôt un recours extrême pour d'infimes minorités qui ne peuvent organiser des manifestations pacifiques et des actions de masse, ou dont les tentatives en la matière ont échoué (Della Porta et Tarrow, 1986; Sambanis et Zinn, 2003).

L'une des sources du nationalisme à distance réside dans l'étrange décalage entretenu par de nombreux nationalistes des diasporas entre la réalité de leur pays d'origine et leur vision d'une «véritable» mère patrie qu'ils chérissent avec ferveur. Les travaux de Zlatko Skrbis sur les communautés croates d'Australie, par exemple, montrent que la vision du pays natal cultivée par ces Croates des antipodes date d'au moins un demi-siècle (Skrbis, 1999). Selon Anderson, cette perception anachronique «caractérise tout autant de nombreux Américains d'origine irlandaise, arménienne, chinoise ou autre: ils arrivent à occulter une partie étonnamment vaste de la réalité actuelle de l'Irlande, de l'Arménie ou de la Chine[11]».

Cette mémoire entretenue à l'endroit de son pays natal peut déformer l'identification à la mère patrie dans un sens aussi bien progressiste que réactionnaire. C'est ainsi que les Juifs américains de gauche maintiennent un appui inconditionnel à Israël parce qu'ils redoutent l'éventualité pourtant de plus en plus improbable de sa destruction, mais aussi parce qu'ils confondent ce géant capitaliste en expansion avec la société des kibboutz d'il y a un demi-siècle. Une grande partie du nationalisme de la diaspora procède ainsi d'une identification à des sociétés qui n'existent plus.

Contradictions du cosmopolitisme

Par le radicalisme de leurs buts et de leurs actions, les fanatiques religieux et les nationalistes de la diaspora qui ont fomenté bon nombre des horreurs de ce nouveau siècle vivent à l'opposé absolu du monde inoffensif des «pigeons reproducteurs», qui envoient des fonds à leurs familles, investissent dans des entreprises locales et tentent d'influer sur les résultats électoraux de leurs villes d'origine. Mais ils sont reliés à leur pays natal par plusieurs des mêmes mécanismes. Comme l'écrit Andersen:

> Les ouvriers en bâtiment marocains d'Amsterdam peuvent syntoniser chaque soir les stations radio de Rabat et se procurer facilement des cassettes piratées des chanteurs populaires du Maroc. Protégé par les yakusa, le barman thaïlandais qui vit clandestinement en banlieue de Tokyo fait jouer pour ses compatriotes exilés des vidéos de karaoké qui viennent d'être tournées à Bangkok. À Hong Kong, la domestique philippine peut téléphoner à sa sœur vivant à Manille et faire un virement électronique dans le compte de sa mère qui habite Cébou. Et le brillant étu-

> diant indien de Vancouver peut maintenir par Internet des liens étroits avec ses anciens camarades de classe de Delhi. (1998: 68, notre trad.)

Il va sans dire qu'on supposerait à tort que tous les immigrants transnationaux sont d'éventuels nationalistes à distance ou que toutes les formes de nationalisme à distance sont nécessairement violentes. Mais on est frappé de constater qu'à l'exemple des «pigeons reproducteurs», qui mettent à profit leurs liens avec leurs communautés d'origine pour en favoriser le développement et garder contact avec leurs familles, les «oiseaux de passage» peuvent à peu de frais, en toute sécurité et en toute suffisance «se poser en héros nationaux depuis l'autre bout du monde» (Anderson, 1998: 74).

Les formes les plus agressives de ce militantisme immigrant se répercutent à la fois sur les pays expéditeurs et destinataires. La présence de militants à distance alimentera par exemple le nationalisme xénophobe d'un Le Pen, en France, ou d'un Bossi, en Italie. C'est ainsi que des «Français de souche» aigris verront dans le port du voile chez une jeune Arabe non pas une manifestation d'autonomie féminine, mais un refus de rompre avec cet «Autre» qui leur est inconnu au-delà de la Méditerranée. Ou que des Milanais vivant dans leur Padanie imaginaire, voyant des Albanais et des Marocains déambuler dans leurs rues ou laver la vaisselle dans leurs pizzerias de quartier, seront rappelés à leur propre passé d'indigence à Caltanisseta ou à Matera. Quant aux immigrants de seconde génération bien établis aux États-Unis, et dont les parents s'étaient intégrés avec enthousiasme à leur société d'accueil, ils pourront voir comme une menace à leur propre intégration le multiculturalisme affirmé des nouveaux arrivants.

Xénophobie nativiste et extrémisme de la diaspora se nourrissent mutuellement. Les militants immigrants qui se sentent rejetés renoncent à tout espoir d'intégration, confirmant les prétentions de leurs détracteurs sur leur refus de s'intégrer. En retour, le rejet entretient une division au sein des collectivités immigrantes entre ceux qui se sentent intégrés et ceux qui se raccrochent à une identité à distance. On assiste à ce phénomène en France et au Royaume-Uni, où une partie de la jeune génération d'immigrants islamistes se tourne vers une pratique religieuse plus radicale que celle de ses parents.

C'est dans les États faibles et conciliants du Sud qu'on remarque les effets moins visibles de l'extrémisme de la diaspora. Certaines des actions ayant conduit au démantèlement de la mosquée de Babri à Ayodhya, qui avait provoqué le pire bain de sang du sud de l'Inde depuis le partage du pays, avaient été planifiées par des Indiens vivant à l'étranger. Les partisans les plus fanatiques de l'indépendance du Khalistan vivent à Melbourne et à Chicago. Le réseau *tamilnet* relie entre eux les membres des communautés tamoules de Toronto, de Londres et d'ailleurs qui soutiennent les violents combats des Tigres du Sri Lanka. Et les Croates vivant en Allemagne, en Australie et en Amérique du Nord ont joué un «rôle pernicieux» en contribuant à armer et à financer l'État sécessionniste de Franjo Tudjman, puis en forçant l'Allemagne et l'Autriche à le reconnaître (Anderson, 1998: 73-74).

Si les pigeons reproducteurs se distinguent sans équivoque des oiseaux de passage, on trouve entre eux certaines correspondances et similitudes. Les assassins du World Trade Center vivaient sans histoire parmi la communauté musulmane de Hambourg sous leur déguisement de pigeons reproducteurs, attendant le moment propice de prendre leur envol; dans les sociétés libérales d'Occident, il est presque impossible de distinguer l'aide financière qui alimente le nationalisme croate, la xénophobie hindoue ou le fondamentalisme islamiste du soutien apporté par des militants bien intentionnés aux œuvres de charité et aux projets éducatifs de leur pays d'origine; c'est notamment grâce à l'appui de la diaspora tamoule que les Tigres de libération ont pu perpétuer leur insurrection contre le gouvernement sri-lankais. La complexité de la situation internationale de ce début de siècle facilite encore la

tâche de ces oiseaux de passage, qui peuvent dissimuler leurs activités parmi celles des pigeons reproducteurs dont ils partagent les mêmes lieux de vie.

Pour autant, ce phénomène ne justifie aucunement la chasse aux sorcières irrationnelle lancée au lendemain du 11 septembre 2001 à l'encontre de la communauté musulmane des États-Unis. Pas plus qu'il n'autorise à considérer le port du voile chez les écolières musulmanes comme une menace aussi grave pour la République laïque française que les attentats-suicides à la bombe. Il révèle cependant les multiples facettes d'un militantisme immigrant transnational qui s'appuie souvent sur la complicité involontaire d'individus sans réelles motivations politiques. Il montre aussi qu'en raison de la complexité du monde actuel, il est devenu impossible d'établir une nette distinction entre citoyens locaux et cosmopolites, à tout le moins en ce qui a trait au militantisme transnational.

Les «cosmopolites enracinés» forment aujourd'hui une vaste couche de groupes et d'individus répartis entre plusieurs types de militants sociaux. S'appuyant sur les changements technologiques, l'intégration économique et les réseaux culturels, ce phénomène trouve son expression la plus frappante dans la mobilisation de jeunes militants à des manifestations organisées hors de leur propre pays. Mais une fois ces manifestants rentrés au bercail, les leçons qu'ils rapportent de l'étranger et les liens qu'ils y ont développés sont à la fois plus significatifs et plus difficiles à établir. Bien qu'il manque encore de données solides sur l'ampleur ou le rythme de croissance du militantisme transnational, on peut d'ores et déjà en mesurer l'importance en constatant la multiplication des ONG internationales, le grand nombre de militants italiens s'étant déplacés au Chiapas, à Pôrto Alegre et à Mumbai, ou la propagation du réseau capillaire des forums sociaux à toute l'Italie comme à toute l'Europe. Une expansion favorisée par le vide qu'a créé l'effritement de la gauche traditionnelle amorcé au début des années 1990. Mais comme les églises érigées par les premiers chrétiens sur les ruines de temples détruits, cette même gauche pourrait un jour servir de fondement à un nouveau militantisme cosmopolite.

Certains se demanderont si la résurgence d'une grande puissance hégémonique dans la foulée des attentats du 11 septembre n'est pas en voie de saper les bases du nouveau militantisme transnational. Chose certaine, elle a érodé la disposition cognitive d'une grande partie de la population à croire en un meilleur avenir mondial (Tarrow, 2005 : ch. 11). Mais si, comme nous l'avons fait valoir, le cosmopolitisme a bel et bien une dimension relationnelle et non simplement cognitive, les réseaux entremêlés d'un système international extrêmement complexe continueront de produire des militants cosmopolites enracinés. Ceux-ci pourront devoir se replier au pays de leurs racines en cas de répression ou de retournement de l'opinion publique – comme beaucoup l'ont fait aux États-Unis –, mais ils conserveront leur capacité de tisser de nouveaux liens transfrontaliers quand l'hégémonie commencera à s'enliser, ce qui ne manquera pas d'arriver tôt ou tard.

Sydney Tarrow
Professor of Government and Sociology
Department of Sociology
Cornell University

Notes

1 Cet article est la traduction de Tarrow, 2005 : 35-56). Une version italienne est paru dans *Rassegna Italiana di Sociologica*, 2, avril-juin 2005 : 221-248, et nous remercions cette revue pour sa permission de traduire ce texte.

2 Voir <http://en.wikipedia.org/wik/Rootless_cosmopolitan>.

3 On en trouvera une bonne introduction dans Vertovec et Cohen, 2002, surtout dans le chapitre de Jeremy Hollinger (2002) figurant dans cet ouvrage.

4 Je remercie Nathan Lillie de m'avoir autorisé à citer la thèse du doctorat qu'il a obtenu en 2003 de la New York State School of Industrial and Labor Relations.

5 Ces données amicalement fournies par Donatella della Porta proviennent d'un article qu'elle prépare avec Mario Diani, intitulé «*Contro la guerra senza se ne ma: Le proteste contro la guerra in Irak*». On trouvera d'autres comptes rendus du programme de recherche de Mme della Porta sur les mouvements européens de paix et de justice mondiale dans Della Porta et Mosca, 2003; et Della Porta, 2004.

6 Je remercie Nancy Foner d'avoir porté cette citation à mon attention et pour les précieuses observations sur le nouveau et l'ancien transnationalisme immigrant qu'on trouve dans son ouvrage *Transnationalism Then and Now* (2001). À noter que

Speranza utilise le mot «colonie» au sens de communauté immigrante et non pour désigner une société colonisée par un pays étranger.

7 Je remercie Benedict Anderson de m'avoir rappelé cette différence, qui ne m'a paru évidente qu'après son intervention.

8 Alejandro Portes et Luis Eduardo Guarnizo ont dirigé cette étude portant sur trois pays. De 1996 à 2000, les auteurs et leurs collaborateurs ont mené à bien trois phases de collecte de données en Colombie, en République dominicaine et au Salvador. Pour chaque phase relative aux trois populations cibles, la collecte a été effectuée dans deux localités d'établissement et le pays d'origine, suivant les mêmes outils d'enquête et d'échantillonnage. Pour les résultats du projet à ce jour, voir le site Web du Center for Migration and Development at Princeton au <http://cmd.princeton.edu/papers.html>.

9 Je remercie Roger Waldinger de m'avoir rappelé ce point dans le cadre d'un entretien privé.

10 Je n'ai pas consulté ici l'énorme documentation relative aux politiques sur l'immigration et aux communautés immigrantes d'Europe. Le cas le mieux documenté est sans doute celui des Kurdes. Pour une excellente initiation au transnationalisme migrant hors des États-Unis, voir Ostergaard-Nielsen, 2001, et les documents réunis dans Al-Ali et Koser, 2002.

11 Observation tirée d'un entretien privé sur une version antérieure de ce texte.

Références bibliographiques

ACKERMAN, Bruce. 1994. «Rooted Cosmopolitanism», *Ethics*, 104: 516-535.

AL-ALI, Nadje et Khalid Koser (dir.). 2002. *New Approaches to Migration? Transnational Communities and the Transformation of Home*. New York, Routledge.

ANDERSON, Benedict. 1998. *The Spectre of Comparisons: Nationalism, Southeast Asia and the World*. New York, Verso.

ANNER, Mark *et al.* 2006. «The Industrial Determinants of Transnational Solidarity: Global Interunion Politics in Three Sectors», *European Journal of Industrial Relations*, 12, 1: 7-27.

APPIAH, Kwame Anthony. 1996. «Cosmopolitan Patriots», dans Martha C. NUSSBAUM et Joshua COHEN (dir.). *For Love of Country?*. Boston, Beacon Press: 21-29.

CALHOUN, Craig. 2002. «The Class Consciousness of Frequent Travellers: Towards a Critique of Actually Existing Cosmopolitanism», dans Steven VERTOVEC et Robin COHEN (dir.). *Conceiving Cosmopolitanism: Theory, Context, and Practice*. Oxford, Oxford University Press: 86-109.

COHEN, Mitchell. 1992. «Rooted Cosmopolitanism», *Dissent*, automne: 478-483.

COLLIER, Paul et Anke HOEFFLER. 2004. «Greed and Grievance in Civil War», *Oxford Economic Papers*, 56: 563-595.

DELLA PORTA, Donatella. 2004. «Multiple Belongings, Flexible Identities, and the Construction of "Another Politics": Between the European Social Forum and Local Social Fora», dans Donatella DELLA PORTA et Sidney TARROW (dir.). *Transnational Protest and Global Activism, Lanham, MD, Rowman & Littlefield*: 175-202.

DELLA PORTA, Donatella et Mario DIANI. 2004. «"Contro la guerra senza se ne ma": The Protests Against the Iraki War», dans Vincent DELLA SALA et Sergio FABBRINI (dir.). *Italian Politics Yearbook 2003*. Providence, RI, Berghahn Books.

DELLA PORTA, Donatella et Lorenzo MOSCA (dir.). 2003. *Globalizzazione e movimenti sociali*. Rome, Manifestolibri.

DELLA PORTA, Donatella et Sidney TARROW. 1986. «Unwanted Children: Political Violence and the Cycle of Protest in Italy», *European Journal of Political Research*, 14: 607-632.

EVANS, Peter. 2005. «Counter-Hegemonic Globalization: Transnational Social Movements in the Contemporary Global Political Economy», dans Thomas JANOSKI, Robert R. ALFORD, Alexander M. HICKS et Mildred A. SCHWARTZ (dir.). *Handbook of Political Sociology*. New York, Cambridge University Press: 655-670.

FONER, Nancy. 2001. «Transnationalization Then and Now: New York Immigrants Today and at the Turn of the Twentieth Century», dans Héctor R. CORDEO-GUZMÁN, Robert C. SMITH et Ramón GROSFOGUEL (dir.). *Migration, Transnationalization and Race in a Changing New York*. Philadelphie, Temple University Press: 35-57.

GRAHAM, Pamela M. 2001. «Political Incorporation and Re-Incorporation: Simultaneity in the Dominican Migrant Experience», dans Héctor R. CORDEO-GUZMÁN, Robert C. SMITH et

Ramón GROSFOGUEL (dir.). *Migration, Transnationalization and Race in a Changing New York*. Philadelphie, Temple University Press : 87-108.

GUZARNIZO, Luis Eduardo, Alejandro PORTES et William Haller. 2003. « From Assimilation to Transnationalism : Determinants of Transnational Political Action among Contemporary Migrants », *American Journal of Sociology*, 108 : 1211-1248.

HALL, Stuart. 2002. « Political Belonging in a World of Multiple Identities », dans Steven VERTOVEC et Robin COHEN (dir.). *Conceiving Cosmopolitanism : Theory, Context, and Practice*. Oxford, Oxford University Press : 25-31.

HANNERZ, Ulf. 1990. « Cosmopolitans and Locals in World Culture », *Theory, Culture and Society*, 7 : 237-251.

HANNERZ, Ulf. 1996. *Transnational Connections : Culture, People, Places*. Londres, Routledge.

HELD, David. 1995. *Democracy and the Global Order : From the Modern State to Cosmopolitan Governance*. Cambridge, Polity Press.

HOLLINGER, David A. (2002). « Not Universalists, Not Pluralists : The New Cosmopolitans Find Their Own Way », dans Steven VERTOVEC et Robin COHEN (dir.). *Conceiving Cosmopolitanism : Theory, Context, and Practice*. Oxford, Oxford University Press : 227-239.

JUNG, Jai Kwan. 2004. « Globalization and Global Identities : An Over-time and Cross-National Comparison from the World Values Survey in 1981-2001 », Cornell University, Department of Government.

KECK, Margaret E. et Kathryn SIKKINK. 1998. *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca, Cornell University Press.

KYLE, David. 1999. « The Otavalo Trade Diaspora : Social Capital and Transnational Entrepreneuship », *Ethnic and Racial Studies*, 22 : 422-446.

LEVI, Margaret et Gillian H. MURPHY. 2004. « Coalitions of Contention : The Case of the WTO Protests in Seattle », *Political Studies*, 54, 4 : 651-70.

LICHBACH, Mark Irving. 2003. « Global Order and Local Resistance : Structure, Culture, and Rationality in the Battle of Seattle », Université du Maryland, Department of Political Science.

LILLIE, Nathan. 2003. « A Global Union for Global Workers : The International Transport Workers' Federation and the Representation of Seafarers on Flag of Convenience Shipping ». *New York State School of Industrial and Labor Relations*, Ithaca, Cornell University.

MARCH, James. G. et Johan P. OLSON. 1999. « The Institutional Dynamics of International Political Orders », dans Peter J. KATZENSTEIN, Robert O. KEOHAN et Stephen D. KRASNER (dir.). *Exploration and Contestation in the Study of World Politics*. Cambridge, MIT Press : 303-330.

MERTON, Robert K. 1957. *Social Theory and Social Structure*. Glencoe, IL, Free Press.

NUSSBAUM, Martha C. 1996. « Patriotism and Cosmopolitanism », dans Martha C. Nussbaum et Joshua COHEN (dir.). *For Love of Country?* Boston, Beacon Press : 4-17.

ORIGO, Iris. 1957. *The Merchant of Prato, Francisco di Marco Datini, 1335-1410*. New York, Knopf.

ØSTERGAARD-NEILSEN, Eva Kristine. 2001. « Transnational Political Practices and the Receiving State : Turks and Kurds in Germany and the Netherlands », *Global Networks*, 1 : 261-282.

PORTES, Alejandro. 1999. « Conclusion : Towards a New World-The Origins and Effects of Transnational Activities », *Ethnic and Racial Studies*, 22 : 463-477.

PORTES, Alejandro. 2000. « Globalization from Below : The Rise of Transnational Communities », dans Don VAN DER LAND, Marco STARING, Richard VAN STEENBERGEN, Bart WILTERDINK et Nico KALB (dir.). *The Ends of Globalization : Bringing Society Back In*. Lanham, MD, Rowman & Littlefield : 253-270.

ROHRSCHNEIDER, Robert et Russell J. DALTON. 2002. « A Global Network ? Transnational Cooperation among Environmental Groups », *Journal of Politics*, 64, 2 : 510-533.

ROSENAU, James N., David C. EARNEST, Yale H. FERGUSON and Ole R. HOLSTI. Forthcoming. *On the Cutting Edge of Globalization : An Inquiry into American Elites*. Lanham, Rowman & Littlefield.

RYDGREN, Jens. 2004. « Right-Wing Populist Parties in Denmark », *West European Politics*, 27 : 474-502.

SAMBANIS, N. et A. ZINN. 2003. « The Escalation of Self-Determination Movements : From Protest to Violence », *Department of Political Science*, New Haven, Yale University.

SIKKINK, Kathryn et Jackie SMITH, 2002, « Infrastructures for Change : Transnational Organizations, 1953-1993 », dans Shanjeev KHAGRAM, James V. RIKER et Kathryn SIKKINK, *Restructuring World Politics : The Power of Transnational Agency and Norms*, Minneapolis, MN, University of Minnesota Press : 24-44.

SKLAIR, Leslie. 2001. *The Transnational Capitalist Class*. Oxford, Blackwell.

SKRBIS, Zlatko. 1999. *Long Distance Nationalism : Diasporas, Homelands and Identities*. Brookfield, Ashgate Publishing.

SMITH, Jackie. 2004. « Exploring Connections Between Global Integration and Political Mobilization », *Journal of World-Systems Research*, 10 : 255-285.

SMITH, Jackie et Dawn WIEST. 2005. «The Uneven Geography of Global Civil Society: Explaining Participation in Transnational Social Movement Organizations», *Social Forces*, 84: 621-652.

SMITH, Robert C. 2003. «Migrant Membership as an Instituted Process: Transnationalization, the State and the Extra-Territorial Conduct of Mexican Politics», *International Migration Review*, 37: 297-343.

SOYSAL, Yasmin. 1994. *Limits of Citizenship. Migrants and Postnational Membership in Europe.* Chicago, Londres, The University of Chicago

SPERANZA, Gino C. 1974 [1906]. «Political Representation of Italo-American Colonies in the Italian Parliament», dans Francesco CORDASCO et Eugene BUCCHIONI (dir.). *The Italians: Social Backgrounds of an American Group*. Clifton, NJ, Augustus M. Kelley.

TARROW, Sidney. 2005. *The New Transnational Activism*. Cambridge/New York, Cambridge University Press.

VERTOVEC, Steven et Robin COHEN (dir.). 2002. *Conceiving Cosmopolitanism: Theory, Context, and Practice*. Oxford, Oxford University Press.

WALDINGER, Roger and David Fitzgerald. 2004. «Transnationalism in Question», *American Journal of Sociology*, 109: 1171-1195.

WALDRON, Jeremy. 1992. «Minority Cultures and the Cosmopolitan Alternative», *University of Michigan Law Review*, 25: 5-14.

WALDRON, Jeremy. 2000. «What is Cosmopolitan?», *The Journal of Political Philosophy*, 7: 227-243.

WATERMAN, Peter. 2001. «Internationalists in the Americas: Agitators, Agents and Communicators», Paper presented to the Third International Congress of European Latin Americanists, Amsterdam.

WILLIAMS, Heather L. (2003). «Of Labor Tragedy and Legal Farce: The Han Young Factory Struggle in Tijuana, Mexico», *Social Science History*, 27, 4: 525-550.